

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT
ET DE LA DECONCENTRATION

3ème bureau

N° 26017 Abroge le N° 16554
du 4 août 1983

LE PREFET de la REGION de BRETAGNE
PREFET d'Ille-et-Vilaine
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et ses différents modificatifs ;
- VU la loi n° 61.842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et les décrets n° 73.218, n° 73.219 du 23 février 1973 et n° 87.279 du 16 avril 1987 pris pour son application ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et ses différents modificatifs ;
- VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 portant nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifié et complété ;
- VU l'instruction du Ministre du Commerce du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ;
- VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1954 sur la pollution des eaux des étangs, canaux et cours d'eau ;
- VU les décrets n° 92.184 du 25 février 1992 et n° 93.1412 du 29 décembre 1993 modifiant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU l'arrêté du 29 février 1992 modifié par l'arrêté du 29 mars 1995 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les porcheries de plus de 450 porcs au titre de la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté n° 16554 délivré le 5 août 1983 à M. Joseph MARQUET pour l'exploitation d'un élevage de porcs ;
- VU la demande présentée par la S.C.E.A. MARQUET en vue d'obtenir l'autorisation de régulariser et agrandir cette porcherie au lieu-dit "la Forge aux Geslins" à DROUGES ;
- VU les plans joints à la demande d'autorisation ;
- VU l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées ;
- VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

/...

- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Équipement ;
- VU l'avis de la Commission des Structures Agricoles ;
- VU le procès-verbal d'enquête publique ouverte dans la commune de DROUGES du 3 mai 1995 au 9 juin 1995 et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU l'avis des conseils municipaux de DROUGES, Arbrissel, Availles-sur-Seiche, Chelun, Marcillé-Robert, Martigné-Ferchaud, Moussé, Rannée, Visseiche, Brains-sur-les-Marches, Saint Michel-de-la-Roë, la Roë, la Rouaudière ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa réunion du 3 octobre 1995 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

- A R R E T E -

Article 1er - L'arrêté n°16554 en date du 5 août 1983 est abrogé.

La SCEA MARQUET (Mme MARQUET Marie-Josèphe-M. MARQUET Joseph- M. HAMON Loïc) est autorisée à régulariser et agrandir une porcherie au lieu-dit « La Forge aux geslins » à DROUGES.

L'établissement qui sera autorisé pour 510 truies présentes (441 productives), 3 verrats, 816 porcelets, 1 044 porcs en pré-engraissement et 3 456 porcs à l'engrais sera classé à la rubrique 2102 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Article 2 - Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, la porcherie, ses annexes ainsi que les ouvrages de stockage des effluents, seront implantés :

- à plus de 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, conformément à l'engagement de l'éleveur de supprimer une partie d'une salle de post-sevrage ;

- à moins de 35 m d'un puits, ce dernier devant être condamné ;

- à plus de 200 mètres des lieux de baignade et des plages ;

- à plus de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles sauf dérogation liée à la topographie.

La porcherie et ses annexes seront situées, installées et exploitées conformément au plan et au dossier joints à la demande d'autorisation.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification notable de l'installation ou de son mode d'utilisation seront portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

/...

Article 3 - Au sens du présent arrêté, on entend par :

- habitation, un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes (logements, pavillon, hôtel, etc...) ;

- local habituellement occupé par des tiers, un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissements recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc...).

- Règles d'aménagement -

Article 4 - L'exploitation se fera sur lisier.

Article 5 - Tous les sols de la porcherie, toutes les installations d'évacuation (canalisations, caniveaux à lisier, etc...) ou de stockage seront imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.

A l'intérieur du bâtiment, le bas des murs, sur une hauteur de un mètre au moins, sera imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité.

Article 6 - Un compteur d'eau volumétrique sera installé sur la conduite d'alimentation en eau de la porcherie.

Article 7 - Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes seront collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des effluents de la porcherie.

Les aires extérieures de séjour des animaux seront soit en béton, soit en tout autre matériau étanche. Elles comporteront des dispositifs pour collecter les eaux pluviales et de nettoyage qui ne doivent pas s'écouler sur les terrains avoisinants. Les eaux ainsi recueillies seront dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires de la porcherie.

Article 8 - Les eaux pluviales non polluées ne seront pas mélangées aux effluents d'élevage et pourront être évacuées dans le milieu naturel.

Dans le cas où il existe des aires d'exercice, les eaux pluviales provenant des toitures ne doivent pas être rejetées sur ces surfaces, mais collectées par une gouttière et évacuées séparément.

Article 9 - La pente des sols de la porcherie (couloirs de circulation, aires de repos, etc.) ou des installations annexes (aires extérieures revêtues, etc.) permettront l'écoulement des effluents.

Tous les effluents, y compris les eaux de nettoyage de l'installation, seront évacués vers des ouvrages de stockage par des canalisations étanches.

Article 10 - Les ouvrages de stockage des effluents satisfont aux prescriptions de l'article 5, 1er alinéa.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage à l'air libre seront entourés d'une clôture de sécurité efficace.

La capacité totale de stockage du lisier sera de 4 948 m³. Elle permettra un stockage des effluents liquides pendant 6 mois minimum.

Un dispositif de contrôle de l'étanchéité des ouvrages de stockage devra être installé. Ce dispositif pourra être constitué d'un réseau de drains avec regard de visite ou de tout autre système de contrôle équivalent.

- Règles d'exploitation -

Article 11 - Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son urgence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures

| DUREE CUMULEE D'APPARITION du bruit particulier : T | | EMERGENCE MAXIMALE admissible en dB (A) |
|--|------------------|--|
| | T < 20 minutes | 10 |
| 20 minutes | ≤ T < 45 minutes | 9 |
| 45 minutes | ≤ T < 2 heures | 7 |
| 2 heures | ≤ T < 4 heures | 6 |
| | T ≥ 4 heures | 5 |

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures

Emergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'urgence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

/...

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation restera inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;

- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc...) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation seront conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc..) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 12 - Les bâtiments seront convenablement ventilés.

Article 13 - Les effluents de la porcherie seront traités par épandage sur des terres agricoles.

La surface disponible sera de 528 ha 48 de terrains exploités par les agriculteurs suivants, sous contrat :

- 38 ha 64 exploités par M. Peltier Bernard "Dorbé" Retiers ;
- 9 ha 07 exploités par M. Réveillard Antoine "Le Petit Maupré" Marcillé-Robert ;
- 56 ha 19 exploités par le G.A.E.C. Launay (MM. Juvin Pierre et Pierrick) "Launay" Drouges ;
- 11 ha 68 exploités par M. Hersant René "Rivière de Lorbehaye" Martigné-Ferchaud ;
- 33 ha 84 exploités par M. Certenais Daniel "Les trois Chênes" Brains-sur-les-Marches ;
- 57 ha 06 exploités par l'E.A.R.L. Ste Anne (M. Philippe Valais) "Ste Anne" - La Roë ;
- 31 ha 06 exploités par l'E.A.R.L. Rupin (M. Rupin Félix) "La Bigottière" Retiers ;
- 23 ha 24 exploités par M. Chopin Raymond "Vieux-Moussé" Arbrissel ;
- 46 ha 23 exploités par M. Cadot Gérard "La Forêt" Saint Michel-de-la-Roë ;
- 8 ha 91 exploités par M. Gilot René "Le Bas Gonvray" Retiers ;
- 17 ha 72 exploités par L'E.A.R.L. L'aventure (M. Guilloux Jean) "Les Roches" Chelun ;
- 20 ha 62 exploités par M. RAISON Francis "La Chaire" La Rouaudière ;
- 17 ha 24 exploités par M. RACINEUX Claude "La Chaire" La Rouaudière ;
- 24 ha 89 exploités par M. BULOURE Armand "La Brosse" Drouges ;
- 33 ha 73 exploités par M. SAVOURE Patrick "La Chevrolais" Martigné-Ferchaud ;
- 13 ha 00 exploités par M. MAIGNAN Léandre "La Noë" Marcillé-Robert ;
- 5 ha 53 exploités par M. JOLYS Michel "La Pécaudière" Martigné-Ferchaud ;
- 48 ha 91 exploités par le G.A.E.C. Bord Ardenne "La Forge-aux-Geslins" Drouges ;
- 23 ha 37 exploités par M. GUEROIS Gilbert "Heaulne" Visseiche ;
- 7 ha 55 exploités par M. BREAL Didier "le Haut-Launay" Retiers.

L'épandage se fera dans les conditions prévues aux articles 15 et 16.

Article 14 - Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non traités est interdit.

Article 15 - Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées en fonction :

- de la mise en oeuvre ou non d'un traitement ou d'un procédé en vue d'atténuer les odeurs ;

- du délai maximal respecté après l'épandage pour pratiquer l'enfouissement par un labour ou toute autre pratique culturale équivalente sur les terres travaillées ; l'arrêté préfectoral prévoit, le cas échéant, le délai applicable en l'espèce.

Elles sont fixées dans les tableaux ci-dessous qui présentent de façon synthétique les situations prévues pour la réalisation de l'épandage.

Cas des terres nues :

| | DELAI MAXIMAL d'enfouissement après épandage | DISTANCE minimale |
|---|--|-------------------|
| Réalisation d'un traitement ou mise en oeuvre d'un procédé atténuant les odeurs | 24 h | 50 m |
| Absence de traitement ou de procédé atténuant les odeurs | 12 h | 50 m |
| | 24 h | 100 m |

Cas des prairies ou des terres en culture :

| | DISTANCE minimale |
|---|-------------------|
| Réalisation d'un traitement ou mise en oeuvre d'un procédé atténuant les odeurs | 50 m |
| Absence de traitement ou de procédé atténuant les odeurs | 100 m |

Article 16 - L'épandage des lisiers se fera conformément au plan d'épandage et au bilan de fertilisation figurant à l'étude d'impact.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiendront compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures. Ils ne pourront en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

/...

- sur prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kilogrammes à l'hectare par année ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kilogrammes à l'hectare par année ;
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

Chaque année, l'exploitant fournira au Préfet le nouveau plan d'épandage et signalera les modifications de cultures sur les parcelles déjà autorisées.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

L'attention de l'exploitant est appelée sur la nécessité d'effectuer des épandages modérés, sachant que sa responsabilité reste engagée en cas de pollution due à un épandage excessif, d'un cours d'eau, d'un étang ou de tout autre point d'eau cité ci-dessus, même si les distances d'éloignement réglementaires sont respectées.

1 - L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvements d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignades et des plages ;
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ;
- pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé (exception faite pour les fumiers) ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;
- sur les terrains de forte pente ;
- par aéro-aspersion au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins.

- L'épandage est en outre interdit :

- les samedi, dimanche et jours fériés ;
- pendant la période allant du 15 juillet au 15 août s'il n'est pas suivi d'un enfouissement sous 24 heures ;
- pendant la période du 15 novembre au 15 janvier sur les sols nus ;
- pendant un an après la mise en service d'un réseau de drainage.

2 - Un cahier d'épandage sera tenu à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

Il doit comporter :

- les dates d'épandage ;
- les volumes d'effluents et les quantités d'azote épandus toutes origines confondues ;
- les parcelles réceptrices ;
- la nature des cultures ;
- le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Article 17 - Suivi de l'installation

Un système d'oxygénation sera piloté par un système Redox.

* Suivi de l'installation de traitement :

Analyses en laboratoire : une analyse avant et après traitement sera réalisée selon une périodicité semestrielle au minimum.

* Suivi par les techniciens d'élevage : des contrôles hebdomadaires d'azote seront réalisés au Quantofix par les techniciens d'élevage. Les volumes sortis et épandus seront consignés dans le cahier d'épandage.

* Suivi par ALCYON S.A. : les ingénieurs d'ALCYON S.A. rassembleront tous les résultats concernant les stations de traitement chaque année. Cette synthèse sera transmise au CEMAGREF et à l'inspecteur des Installations Classées.

En cas de défaillance de la société ALCYON, les responsables de la SCEA sont tenus de trouver un autre organisme apte à assurer le suivi de l'installation.

* Suivi agronomique :

. Deux fois par an, avant les périodes d'épandage, une analyse complète de lisier, comprenant matière sèche, azote total, azote ammoniacal, phosphore total, potassium total. Cette analyse sera renouvelée chaque fois qu'un changement au sein de la porcherie pourra entraîner une modification de la composition du lisier (changement d'aliment ou de mode d'alimentation par exemple).

. Une analyse rapide (méthode Quantofix) de l'azote ammoniacal du lisier avant chaque épandage.

. Chaque année, 20 analyses de sols. Ces analyses comprendront les paramètres suivants : pH, matière organique, acide phosphorique, potassium, calcium, magnésium.

. Une analyse de nitrate sur une eau de puits ou de source, sur chacune des exploitations du plan d'épandage.

. A l'aide des éléments précédents, une analyse du cahier d'épandage sera réalisée par un bureau d'étude spécialisé. Cette opération, permettra de vérifier la cohérence du cahier d'épandage et de déceler tout problème de surfertilisation, ainsi que de proposer un calendrier prévisionnel d'épandage pour l'année à venir. Un compte rendu de cette analyse sera fournie à l'administration compétente (Inspection des Installations classées) avant le 31/12 de chaque année.

. La SCEA organisera une réunion annuelle avec l'ensemble des membres du plan d'épandage pour leur présenter les résultats de la campagne d'épandage écoulée et le calendrier prévisionnel. Cette réunion se tiendra en début d'année.

Article 18 - L'installation sera maintenue en parfait état d'entretien. Lors du vide sanitaire entre deux bandes, les locaux seront nettoyés et désinfectés.

L'exploitant luttera contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés aussi souvent que nécessaire.

/...

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement seront stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Article 19 - Les animaux morts seront enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

Article 20 - Les installations électriques seront conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles seront contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

L'exploitant disposera de ressources en eau permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie :

- soit l'implantation d'un poteau d'incendie normalisé situé, au plus, à 200 m de l'établissement ;

- soit une réserve d'eau d'au moins 120 m³ située à moins de 400 m, accessible en tout temps ;

- soit à partir d'un point d'eau naturel d'au moins 120 m³, accessible en toutes circonstances, à moins de 400 m.

Article 21 - Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages, seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances (prévention des envois, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils seront éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

Article 22 - Les prescriptions du Livre II du Code du Travail et du décret du 10 juillet 1934, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs seront observées.

Article 23 - L'Administration se réserve, en outre, la faculté de prescrire, ultérieurement, toutes modifications que le fonctionnement ou la transformation de l'établissement rendraient nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques, et ce, sans que le bénéficiaire de la présente autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ni à aucun dédommagement quelconque.

Article 24 - Le bénéficiaire de la présente autorisation, son représentant ou locataire devra toujours être en possession de l'arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition des fonctionnaires ou agents qualifiés.

Le changement de propriétaire ou de représentant, la mise en location, le changement de locataire, ne sauraient avoir d'effet à l'encontre des prescriptions édictées dans le présent arrêté qui demeureront applicables à tout exploitant de l'établissement quelle que soit la forme du contrat qui le liera au titulaire de la présente autorisation.

Conformément à l'article 34 du décret du 21 septembre 1977 le changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet d'Ille-et-Vilaine, dans le délai d'un mois qui suivra la prise de possession.

/...

Article 25 - Avant de mettre l'établissement dont il s'agit en activité le bénéficiaire de la présente autorisation devra justifier auprès de l'Administration préfectorale qu'il s'est strictement conformé aux conditions qui précèdent. De plus, il devra se soumettre à la visite de l'établissement par les agents soumis à cet effet par l'administration préfectorale.

Article 26 - Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie est déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation et mise à la disposition de tout intéressé sera affiché à la porte de la mairie du lieu d'installation.

Un procès-verbal d'affichage sera adressé à la Préfecture par les soins du Maire, dès l'accomplissement de cette formalité.

Article 27 - Le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois années à compter de sa date de notification ou n'aura pas été exploitée pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.


Article 28 - La présente autorisation ne dispense pas de l'obligation d'obtenir la délivrance du permis de construire dans le cadre de la réglementation en vigueur.

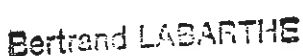
Article 29 - Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Maire de DROUGES et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise aux Maires d'Arbrissel, Chelun, Availles sur Seiche, Retiers, Marcillé Robert, Martigné Ferchaud, Moussé, Rannée, Visseiche, Brains sur les Marches, Saint Michel de la Roë, la Roë et la Rouaudière (S/C de Monsieur Le Préfet de la Mayenne).

RENNES, le 16 OCT. 1995

Pour le Préfet.
Le Secrétaire Général

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet


H. CERISIER


Bertrand LABARTHE

Délais et voies de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Tout recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou devant une juridiction incompétente n'interrompt pas ce délai.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente peuvent déférer la présente décision dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

